

# Pour des entreprises « propres »

Cette année, des milliers de patrons se sont rendus au sommet de Johannesburg sur le développement durable. Beaucoup ont compris que la croissance, la solidarité sociale et la protection de l'environnement ne sont pas incompatibles avec le profit

Les oiseaux de mauvais augure avaient prédit l'échec du sommet de Johannesburg sur le développement durable. Pas de traité ni de convention à signer, absence du président américain, George Bush : quel intérêt y aurait-il à participer à une réunion qui s'annonçait aussi peu concrète ? Pourtant, 60 000 personnes s'y sont inscrites. Même si toutes savent bien qu'il faudrait plus d'une semaine pour résoudre les problèmes de pauvreté et de défense de l'environnement de la planète, thèmes officiels des débats.

Pour la première fois, au lieu de cette foule d'experts, d'associations, de militants et de diplomates, il y a des milliers de chefs d'entreprise. La semaine dernière, le *Financial Times* donnait le ton : cette fois-ci, ce sont les entreprises privées, et non les Etats, qui seront sur la sellette. Elles devront montrer qu'elles sont prêtes à agir dans le bon sens, ne serait-ce que pour éviter de se voir imposer des règles de l'extérieur. Daniel Lebègue, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, le premier établissement financier public français, va plus loin : « Johannesburg, c'est la plus grande réunion internationale, celle où les vrais enjeux sont posés : l'eau potable, l'air qu'on respire, l'énergie, la santé et la dignité. Contrairement au G 8 ou à l'assemblée du Fonds monétaire international, où on ne discute que sur les taux de change ou

les progrès de la libéralisation. » Et il ajoute : « Les sociétés qui ne prendront pas le train du développement durable seront perdantes dans la compétition qui s'annonce. »

Pour beaucoup d'industriels et de financiers, intégrer dans leurs objectifs les trois piliers du développement durable – la croissance maîtrisée, la solidarité sociale et la défense de l'environnement – est une véritable révolution. Même si certains avaient compris, le jour où Union Carbide, l'un des grands de la chimie mondiale, a été démantelé, qu'ils ne pourraient pas y échapper. En 1984, une explosion dans son usine indienne de Bhopal avait fait près de 4 000 morts. Aussitôt, le cours de l'action chute à la Bourse de New York. Pour résister, l'entreprise vend une partie de ses actifs. Trop tard. L'année dernière, Union Carbide a été absorbée par son rival, Dow Chemical.

## Un concept né dans les années 1980

Plus aucun patron n'a envie de courir ce genre de risque. Un peu partout dans le monde, des instruments se mettent en place pour organiser ce fameux développement durable. Un concept né dans les années 1980, quand les environnementalistes ont admis qu'ils ne pourraient pas défendre la nature s'ils refusaient un certain développement économique. Gro Brundtland, alors Premier ministre de Norvège, rédige pour les Nations unies un rapport qui sert de base aux discussions du Sommet de la

Terre, à Rio, en 1992. De Rio les participants rapportent un guide des bonnes actions à entreprendre, l'« Agenda 21 ».

Depuis, les rapports se multiplient pour prouver aux industriels que s'engager dans cette voie va leur rapporter plus que cela leur coûtera. En France, les éditions Autrement viennent de publier un livre sur ces « nouveaux utopistes » qui analysent les performances des sociétés et investissent dans des fonds spécialement destinés au développement durable. Les éditions Victoires ont lancé avec succès *Environnement Stratégies*, une lettre hebdo spécifique pour les patrons. Pour Robin Edme, fondateur de Makassar, une société de conseil, on arrive à « une définition radicalement différente de la vraie valeur de l'entreprise ».

Les 3 Suisses, première société française de vente par correspondance, avaient, dès les années 1990, montré la voie. Du papier blanchi sans chlore pour protéger l'eau à une révision du système des livraisons pour émettre moins de gaz carbonique, tout est repensé. D'autres sociétés leur emboîtent le pas pour gagner leurs galons d'environnementalistes. Monoprix, sous l'impulsion de son PDG, Philippe Houzé, développe de nouveaux produits plus « verts », introduit des gammes issues du commerce « équitable ».

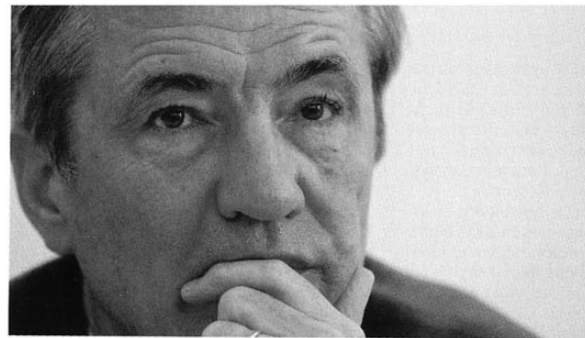
Bertrand Collomb, patron des ciments Lafarge, s'engage à diminuer régulièrement les émissions de gaz carbonique de ses usines. Le plus convaincu de tous, Pasquale



Philippe Houzé, PDG de Monoprix, a introduit le commerce équitable dans ses rayons.

Pistorio, créateur de STMicroelectronics, l'un des principaux producteurs de semi-conducteurs, s'est fixé des objectifs ambitieux en matière de diminution de toxiques et de consommation d'énergie. Il reçoit, pour son action, plusieurs prix internationaux. Mais ce qui est bon pour la réputation de l'entreprise est-il bon pour les comptes ?

Oui, répond Jacqueline Aloisi de Larderel, directrice de la section industries du Programme des Nations unies pour l'environnement. Mais à condition d'effectuer des évaluations. Un document que



Bertrand Collomb, patron des ciments Lafarge, s'engage à diminuer ses émissions de CO<sub>2</sub>.

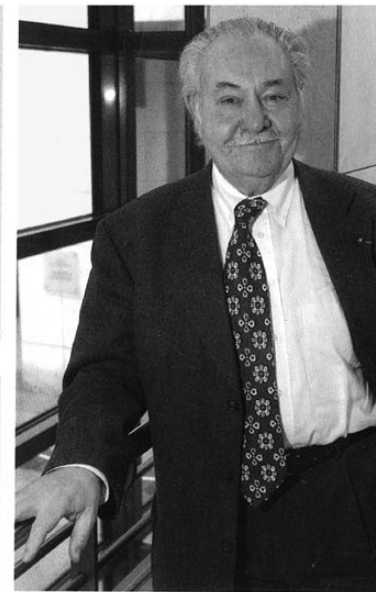


Daniel Lebègue, de la Caisse des dépôts et consignations, plaide pour le développement durable.

tout patron devrait avoir sur son bureau – le guide *Entreprises 21 et développement durable*, publié par le Comité 21, une association d'entrepreneurs et de collectivités – décrit toutes les démarches possibles. Il y a, au départ, les « ecolabels » et les certifications : 841 grands groupes en France ont reçu la certification ISO 14001, une norme, créée en 1998, qui reconnaît la conformité d'une entreprise avec les lois sur l'environnement. Comme il s'agit d'une démarche lourde, les autres se contentent de publier un rapport annuel sur leurs perfor-

mances, mais sans définir de critères. Depuis le vote de la loi sur les nouvelles régulations économiques, en mai 2001, les entreprises cotées en Bourse doivent aller plus loin et intégrer dans leur rapport annuel tout ce qui concerne leurs impacts environnementaux et sociaux, comme cela se fait déjà en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves.

Mais cela ne suffit pas à éclairer les investisseurs. Alors, de nouveaux indices apparaissent, comme le Dow Jones Sustainability Index. Et, devant l'insuffisance des agences de notation classiques, comme



Pasquale Pistorio, créateur de STMicroelectronics, a réduit sa consommation d'énergie.

Standard and Poor's ou Moody's, d'autres agences, plus spécialisées, sont en train de se mettre en place dans la plupart des pays industriels. Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT jusqu'au printemps 2002, a fait sensation quand elle a annoncé qu'elle créait Vigeo, une agence à vocation européenne chargée de passer chaque établissement au scanner, pour vérifier qu'il se conforme aux obligations internationales et aux lois du pays, et aussi aux principes annoncés par ses dirigeants. Pour Innovest, un consultant américain, ce genre

d'information sera bientôt indispensable aux analystes financiers et aux gestionnaires de fonds d'investissements. D'autant plus que des fonds spécifiques nouveaux, comme ABF, qualifié de *green planet fund*, attirent de plus en plus les investisseurs.

Les financiers vont-ils sauver la planète ? Peut-être, si l'on croit Daniel Lebègue, qui déclarait, avant de prendre l'avion pour Johannesburg, que l'ère de la neutralité actionnariale était révolue pour la Caisse des dépôts. Et que celle-ci espérait bien faire école. ● **Françoise Monier**

“For «clean» companies”